
Les médias dans les « transitions démocratiques » : état des lieux et prospective

The media in transitional democracy, assessment and prospective

Olivier Koch



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10108>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10108

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2015

Pagination : 211-229

ISBN : 9782814302716

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Olivier Koch, « Les médias dans les « transitions démocratiques » : état des lieux et prospective », *Questions de communication* [En ligne], 28 | 2015, mis en ligne le 31 décembre 2017, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10108> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10108>

Tous droits réservés

> NOTES DE RECHERCHE

OLIVIER KOCH

Laboratoire des sciences de l'information et de la communication

Institut de recherche sur le Maghreb contemporain

Université de Galatasaray

TUR-34349

koches1@yahoo.fr

LES MÉDIAS DANS LES « TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES » : ÉTAT DES LIEUX ET PROSPECTIVE

Résumé. — Les transitions démocratiques sont des périodes de crise dans lesquelles les médias sont appelés à remplir des fonctions de premier ordre. Ces fonctions, et la participation des médias au processus transitionnel, ont fait l'objet d'une littérature abondante peu connue en France. En établissant un état de l'art critique de cette littérature, l'article identifie certaines tendances téléologiques et ethnocentristes récurrentes qui affaiblissent ce type d'approche. Prenant acte des singularités de l'évolution d'un régime autocratique vers un État de droit, il vise à poser les jalons d'un découpage analytique et d'une méthodologie adaptés à l'étude des médias en contexte transitionnel.

Mots clés. — transition, démocratie, crise, réforme, autoritarisme, téléologie

À partir du milieu des années 70, de nombreux pays en Europe occidentale, en Amérique latine, en Afrique et en Asie du Sud-Est sont passés d'un régime autoritaire à un système démocratique. Cette « vague de démocratisation » (Huntington, 1991) a fait l'objet de travaux académiques consacrés à l'analyse des processus de changement de régime, les *democratization studies*, dont les principes et les typologies ont acquis une certaine notoriété, notamment auprès d'experts en relations internationales et de décideurs politiques. Bien que marginales et ponctuelles dans un premier temps, des études consacrées aux médias dans de tels changements de régime ont été menées de manière plus récurrente et systématique dans les années 80-90. Elles constituent aujourd'hui un domaine de recherche à part entière dans lequel deux types d'approches peuvent être distingués.

Une partie de ces travaux se focalisent sur le rôle des médias dans les « démocratisations ». À quelle hauteur les médias participent-ils au changement de régime ? Que leur doivent les grandes mobilisations populaires qui concourent à la chute d'un régime autoritaire ? Comment contribuent-ils à stabiliser ou, au contraire, à dévoyer les jeunes démocraties ? Autant de questions qui sondent des rapports de causalité entre les médias, d'une part, et les dynamiques sociopolitiques de changement de régime, d'autre part. Un deuxième type d'approche consiste à analyser la réforme des institutions médiatiques dans les contextes de « démocratisation ». L'objectif heuristique n'est plus de déterminer ce que les médias font, ou ne font pas, dans de telles dynamiques, mais plutôt d'analyser ce que ces changements contribuent à transformer et à légitimer dans le secteur médiatique.

Ces travaux, essentiellement anglo-saxons, ne sont pas traduits et leur mobilisation reste marginale dans l'Hexagone. Le rôle des réseaux sociaux dans les mobilisations contestataires, en particulier dans le cadre des « révolutions arabes » en 2011, a certes fait l'objet de nombreux travaux ou commentaires. Cependant, au-delà de ces productions, il n'existe pas de tradition de recherche française dans le domaine des médias en contexte transitionnel. Cette absence peut être associée à une méfiance justifiée vis-à-vis du concept de « démocratisation » et, par voie de conséquence, de celui de « transition démocratique ». Les savoirs développés sur le sujet ont en effet été ponctuellement mis au service d'États qui, aux prétextes de l'auto-détermination des peuples et de la promotion de la démocratie, ont cherché à reconfigurer des échiquiers politiques selon leurs intérêts géostratégiques. Et l'infrastructure de ce type de recherche, notamment aux États-Unis, est intimement liée à leur politique étrangère.

Au-delà de l'exploitation politique des savoirs produits sur les changements de régime, la question du rôle des médias dans le passage d'un système autocratique à un État de droit démocratique se pose en tant que telle. Elle exige de capitaliser les acquis de travaux consacrés à différentes aires géographiques et vagues de démocratisation. Elle implique également de se positionner à l'égard des paradigmes mobilisés dans l'étude des changements de régimes et d'évaluer les méthodologies employées pour étudier les médias dans les contextes

transitionnels. Sur la base de la littérature disponible, cet article vise à contribuer à un « état de l'art » critique des recherches existantes. Il met en évidence le fait que les études sur les médias dans de tels contextes reproduisent ponctuellement certains partis pris manifestes dans le domaine académique de la transitologie et des *democratization studies*, sans toujours définir rigoureusement l'état de crise qui caractérise les transitions et prendre en compte ses spécificités. Aussi, en analysant les médias à partir de leurs fonctions normatives dans des démocraties stabilisées, ces travaux tendent-ils à naturaliser des modèles politiques institués, modèles à la mesure desquels les pays en transition sont évalués.

Évaluer le rôle des médias dans les transitions démocratiques

L'étude des médias dans les « transitions démocratiques » consiste, en grande partie, à mesurer et évaluer leur participation au changement de régime. Cette mesure et cette évaluation sont produites à partir de concepts empruntés à la transitologie, un domaine de recherche centré sur les transitions politiques constitué à partir des années 70. Dans leur grande majorité, les auteurs qui se focalisent sur les médias reprennent à leur compte le découpage séquentiel des transitologues pour estimer, selon chaque phase, à quelle hauteur et sous quelles conditions ces médias contribuent à établir puis à consolider une nouvelle démocratie. Procédant de la sorte, ces recherches de terrain permettent d'appréhender ce qui favorise, ou dévoie, le passage d'un régime autocratique à un régime démocratique.

Périodisation du changement de régime et travers téléologiques

Les travaux consacrés aux transitions démocratiques se concentrent sur une évolution historique cumulative. Cette évolution correspond au passage entre deux pôles, deux systèmes hétérogènes. Le premier, le système autocratique ou dictatorial tient lieu d'état initial, tandis que la démocratie accomplie (ou mature) en constitue le terme. Le modèle d'analyse utilisé par certains auteurs de référence consiste à séquencer et périodiser cette évolution en différentes phases ou étapes successives (O'Donnell, Schmitter, Whitehead, 1986 ; Stephan, Linz, 1996). La périodisation la plus largement utilisée distingue trois phases : la libéralisation, la transition et la consolidation (Shin, 1994).

La phase dite de « libéralisation » est caractérisée par une ouverture graduelle du régime aux éléments dissidents (internes ou externes au régime) et aux revendications de la société civile. Cette ouverture est souvent motivée par la crainte du parti en place de ne pouvoir se maintenir sans concession. Au

niveau informationnel, cette ouverture peut se manifester, par exemple, par un allègement de la censure et une liberté relative dans l'utilisation des moyens de communication. Cependant, le concept de « libéralisation » implique de prendre quelques précautions. Il peut désigner une situation politique indépendante du processus de « démocratisation » dès lors que les stratégies mises en œuvre ne visent pas l'établissement définitif d'un régime démocratique de plein droit comme, par exemple, dans les situations de « décompression autoritaire » (Bayart, 1991). Il peut donc y avoir libéralisation sans démocratisation, même si la démocratisation implique de passer par une phase de libéralisation (Linz, Stephen, 1996) qui, dans ce cas, peut être décrite comme un stade de « pré-transition ».

La phase transitionnelle est caractérisée par une rupture plus nette et plus franche avec le régime préexistant. Elle peut être définie comme l'intervalle entre un régime politique et un autre. L'ancien régime disparaît brutalement ou progressivement, de nouvelles représentations politiques peuvent s'exprimer et entrer en compétition. Cette période correspond à « une sorte d'interrègne qui ne se laisse pas définir par des procédures, des normes et des conduites prévisibles, mais plutôt par des conflits portant sur la nature et la forme des premières, et sur l'impact qu'elles auront sur les secondes » (Guilhot, Schmitter, 2000 : 618). C'est une période essentiellement caractérisée par l'incertitude (O'Donnell, Schmitter, 1986 ; Banegas, 1993) dans la mesure où rien ne détermine *a priori* le passage à un État de droit démocratique.

La phase dite de « consolidation » est la dernière phase de la « démocratisation ». Elle est caractérisée par l'avènement d'une nouvelle constitution et la mise en œuvre effective des institutions démocratiques. Cependant, ces agencements juridiques et institutionnels sont insuffisants en eux-mêmes. La jeune démocratie est dite « consolidée » lorsque les nouvelles règles politiques sont renforcées et deviennent la « règle du jeu » (*the only game in town*), l'unique référent des comportements politiques. Un consensus social doit se créer autour des nouvelles ressources institutionnelles et procédurales tant au niveau des élites politiques que des citoyens. Ce consensus pouvant s'exprimer, ainsi que l'avance Juan J. Linz et Alfred Stephan (1996), *via* la conviction partagée par une grande partie de l'opinion publique que la démocratie est le meilleur régime souhaitable.

Cette périodisation est utilisée par un grand nombre d'auteurs, cependant les limites de chaque étape ne font pas toujours consensus au sein de la transitologie. De plus, la récurrence de certains éléments (organisation d'élections libres, pluralisme politique, nouvelle constitution, etc.) permettant de définir chaque période par ses contenus n'est pas systématiquement avérée dans les faits. Des éléments associés à la consolidation peuvent apparaître dans la phase transitionnelle ou inversement, et ces mêmes éléments peuvent advenir simultanément. Il existe donc des états hétéroclites, ou « zones grises », au regard desquels cette périodisation peut être estimée peu fonctionnelle et non pertinente. En effet, comme l'avance Thomas Carothers (2002 : 9), « la plupart des pays en transition [...] ne sont ni dictatoriaux ni clairement orientés vers la démocratie ».

La recherche consacrée aux médias dans les « transitions démocratiques » reprend fréquemment cette périodisation (Price, Rozumilowicz, Verhulst, 2002 ; Voltmer, 2013). Il s'agit de déterminer quels rôles jouent la presse, la radio, la télévision ou l'internet dans les dynamiques de rupture avec le régime en place (stade de pré-transition) et de construction d'un État de droit (stade de transition et de consolidation). Les auteurs ont recours à des instruments de mesure pour évaluer cette contribution. Les médias sont appréhendés selon des fonctions normatives fondées pour l'essentiel sur les caractéristiques des démocraties libérales. Elles permettent de mesurer l'écart entre ce qui est et ce qui devrait être, entre un état donné de cette évolution et ce vers quoi elle doit tendre. Et c'est en remplissant ces fonctions que la participation des médias au processus transitionnel est jugée « bonne » ou « mauvaise », efficace ou non. Par exemple, la commercialisation des médias en Europe de l'Est après la chute des régimes communistes est associée à une dépolitisation de l'espace public (Hozic, 2008). La fonction de socialisation des publics à une culture civique démocratique n'aurait donc pas été remplie, et c'est à partir de cet étalon normatif que les effets de la commercialisation des médias sur le changement de régime peuvent être évalués. Procédant de la sorte, les auteurs adoptent une posture critique envers ce qui est perçu comme un dévoiement ou un accomplissement de la transition.

Ce type d'approche pose un certain nombre de problèmes de natures idéologique et méthodologique. Les fonctions normatives des médias sont fondées sur les caractéristiques de démocraties instituées, mais ce modèle ne fait pas nécessairement l'objet d'un examen critique. Selon Nicolas Guilhot (1995), la transitologie contribue à naturaliser un modèle politique dans lequel « l'économie de marché et la démocratie représentative apparaissent [...] comme un but naturel de l'Histoire ». Ce type de démocratie est posé comme une référence, un but unique et nécessaire vers lequel devraient converger tous les pays en transition (*ibid.*). L'ensemble des savoirs sur la transition démocratique concourrait de la sorte à naturaliser les évidences et les impensés sociopolitiques du modèle libéral. Ainsi la transitologie opérerait-elle comme un savoir participant à l'harmonisation des régimes politiques à l'échelle internationale selon les principes juridiques de ce modèle. Comme « ingénierie politique » et « dispositif de guidage » (*ibid.*), elle contribuerait à transformer les mondes sociaux afin de les adapter aux ordres de division du travail et les soumettre aux logiques de domination de l'État libéral.

Le choix du modèle de démocratie à partir duquel la description et l'évaluation du changement de régime sont réalisées reste éminemment problématique. En effet, dire qu'en remplissant telle ou telle fonction les médias vont contribuer (ou non) à mettre en place une démocratie sur le modèle d'autres démocraties déjà existantes peut véhiculer de manière implicite l'idée selon laquelle il existerait des trajectoires obligées de « démocratisation », trajectoires que chaque nouvel entrant devrait emprunter. Dès lors, les nouveaux pays en transition ne sont pas étudiés selon leur originalité et leurs singularités, mais essentiellement en fonction de leurs défauts, leurs manquements au modèle de démocraties « matures »,

bien souvent d'Amérique du Nord ou d'Europe. Ainsi cette posture conduit-elle les chercheurs à « se focaliser sur ce qui *manque*, ce qui *n'est pas* arrivé, et à courir à la poursuite d'un non-fait (l'absence d'un élément qui, toutes choses égales par ailleurs, "aurait dû" être là) qui serait la question analytique centrale à résoudre » (Heydemann, 2002 : 55).

En naturalisant ce modèle, de telles approches peuvent être critiquées au regard de leur ethnocentrisme et de leur téléologie implicite (O'Donnell, 1996 ; Dobry, 2000 ; Carothers, 2002 ; Heydemann, 2002). Cette critique de l'implicite téléologique des études en transitologie a été maintes fois avancée, soit au sein même de ce courant, soit par des chercheurs en sciences sociales qui lui sont extérieurs. Elle pose d'épineuses questions comme celle de la nécessité sous laquelle chaque étape entraîne la suivante jusqu'au terme de la transition démocratique. La critique de Thomas Carothers (2002) sur la périodisation inhérente au « paradigme transitionnel » va dans ce sens. Séquencer cette évolution en trois temps revient, selon ce dernier, à préjuger d'un « processus naturel » à travers quoi chaque étape entraînerait nécessairement la suivante.

Avant que ces critiques ne soient formulées (pour l'essentiel à partir des années 90), la transitologie est devenue une école à part entière qui a rayonnée bien au-delà des seules limites du monde académique. Ses concepts, ses normes et ses typologies sont devenus « une idéologie pour les acteurs de la coopération internationale et un cadre pour les politiques de réformes structurelles mises en œuvre par les bailleurs » (Dufy, Thiriot, 2013 : 20). Des théoriciens de ce courant ont régulièrement servi d'experts auprès d'organisations internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale dans les années 80-90. Cette école de pensée s'est développée chez des professionnels de la démocratie et de la coopération internationale en ce qu'elle permettait de « légitimer les modalités et conditions de l'action et de la coopération dans les pays ainsi labélisés » (*ibid.*). Fait paradoxal, la transitologie a également trouvé une utilité politique auprès de dirigeants réfractaires à la démocratie. Dans le monde arabe, et comme les théories de la modernisation auparavant, elle a souvent été utilisée par les gouvernants pour retarder la transition, en prétextant un parcours long et incrémental (Heydemann, 2002).

Des fonctions normatives des médias dans le changement de régime

Les fonctions normatives des médias mobilisées dans l'analyse des « transitions démocratiques » correspondent aux rôles que jouent idéalement ces derniers en démocratie. À cette différence près que la mise en œuvre de ces fonctions doit jouer un rôle dans l'évolution du changement de régime. Il est attendu que la mise en conformité du fonctionnement des médias avec les normes et les principes démocratiques opère, ou contribue à opérer, un changement dans les rapports

entre gouvernants, entre gouvernants et gouvernés, et au sein des populations. Selon les différentes approches privilégiées, la réforme des médias est pensée comme une condition de ce changement ou l'un des domaines dans lequel se joue l'institutionnalisation de « bonnes pratiques ».

Une première fonction peut être identifiée à partir des enjeux de la représentation de la pluralité politique et de l'agencement de nouveaux modes de conflit. Les régimes autocratiques ou dictatoriaux ont pour singularité de concentrer les forces politiques dans les mains d'un seul parti, ou d'un seul homme. Soit ils éradiquent la pluralité des composantes politiques nationales, soit ils organisent une pluralité de façade, donnant l'illusion que les acteurs qui se confrontent dans l'espace public auraient les mêmes chances d'accéder aux appareils du pouvoir et aux fonctions de représentation. Au nom d'impératifs idéologiques ou sécuritaires, la confrontation publique entre opinions antagonistes est soit proscrite, soit encadrée par des dispositifs de censure et de contrôle de l'opinion. Rompre avec ce type de régime implique de pourvoir les différentes forces politiques émergentes d'une existence publique dans un réaménagement des modes de conflit. Ainsi pendant la période de transition est-il attendu des médias qu'ils contribuent à la mise en place de débats politiques dans lesquels les acteurs émergents ou résurgents peuvent prendre la parole, défendre leurs points de vue et critiquer ceux de leurs adversaires. Les médias doivent participer à la création de forums concernant les affaires publiques et dans lesquels est encouragé un débat pluraliste (Sükösd, 1998 ; Norris, 2006 ; Jebril, Stetka, Loveless, 2013). Il importe sous ce rapport que toutes les tendances politiques puissent s'exprimer et se confronter dans l'espace public.

Le contrôle des médias et de l'information dans les régimes autoritaires vise à produire une orthodoxie. Il s'agit d'imposer par le haut une harmonisation des opinions, et cette orthodoxie est justifiée par la nécessité d'assurer la paix sociale avec un argument qui pourrait être le suivant : si toutes les opinions peuvent s'exprimer indifféremment alors le désaccord risque de produire du désordre, et ce désordre met en péril la paix sociale. La construction d'un État de droit *via* les médias implique au contraire d'institutionnaliser le désaccord, c'est-à-dire qu'il faut aménager l'espace public sur la confrontation réglée d'opinions antagonistes. Tout l'enjeu consiste dans l'encadrement réglementé de cette expression et de cette confrontation.

La fonction normative des médias dans le changement de régime consiste ici en l'agencement d'un nouveau mode de gestion de la conflictualité politique et sociale par la représentation de la pluralité et de la confrontation des composantes politiques. Dans la littérature consacrée au rôle des médias dans les « transitions démocratiques », cette fonction est considérée selon deux aspects. D'abord, cette confrontation réglée des opinions antagonistes est pensée comme la condition nécessaire à la refonte du contrat social et à la rénovation des ordres de ses médiations. La représentation démocratique n'est en effet possible que si la voix des citoyens s'exprime par la médiation de leurs représentants politiques ou

d'organisations de la société civile qui se confrontent dans l'espace public. Ensuite, cette confrontation réglée des opinions est pensée comme une substitution aux logiques de conflits armés, notamment dans les périodes dites de « *peace building* », de « construction de la paix » après une guerre civile (Berman, 2007 ; Price, Al-Marashi, Stremlau, 2009). Selon la formule célèbre de Carl von Clausewitz, il s'agit de continuer la guerre mais par d'autres moyens, d'aménager les rivalités dans la réglementation des conflictualités discursives. De ce point de vue, la création des instances de réglementation des débats télévisuels ou radiophoniques relève d'un enjeu de premier ordre dans les démocraties émergentes.

La responsabilisation des élites à travers la critique publique et leur surveillance constitue la deuxième fonction normative des médias dans les transitions démocratiques. Les régimes autocratiques et dictatoriaux proscrivent ou pilotent les critiques publiques adressées au gouvernement. L'arbitraire du pouvoir se substitue à la question publique : il n'est donc pas tenu de rendre compte de ses choix et de ses principales orientations aux destinataires du contrat social. Le passage à un État de droit démocratique implique de libéraliser la parole médiatique de telle sorte que les médias puissent fonctionner comme des instruments de surveillance du pouvoir. En assurant au niveau institutionnel les conditions de leur liberté d'expression, les journalistes peuvent remplir ce rôle de « chien de garde » (*watchdog*) particulièrement valorisé dans la tradition anglo-saxonne.

L'émergence ou la restauration de cette critique est éminemment problématique dans le contexte de la transition. Les dispositifs disciplinaires mis en place par l'ancien régime n'ont pas permis à cette profession de s'exercer avec toute l'autonomie dont elle a besoin pour remplir des fonctions sociopolitiques adéquates aux principes démocratiques. Plus généralement, ce contrôle des médias contribue à enraciner chez les journalistes des habitudes avec lesquelles il est nécessaire, mais difficile, de rompre. Cette rupture et le développement d'un « sens du professionnalisme » (Baker, 1998) sont appréhendés comme l'un des enjeux majeurs de la transition médiatique (Votmer, 2013). La construction, ou reconstruction, du journalisme selon des standards de production de l'information et des normes déontologiques adéquats à la démocratie doit permettre aux médias d'information de fonctionner comme ce « quatrième pouvoir » sans lequel l'équilibre des trois premiers ne serait pas totalement assuré (Gauchet, 2006).

La réforme du journalisme détermine également certains paramètres de la transition politique. En surveillant le nouveau gouvernement, en dénonçant les comportements déviants des hommes politiques, il est attendu des médias de contribuer à stimuler une culture de la responsabilité et, de la sorte, d'établir une « responsabilité verticale » (« *vertical accountability* », O'Donnell, 1998) entre les détenteurs du pouvoir et ses destinataires. Dès lors, les nouveaux gouvernants sont incités ou contraints de répondre de leurs actes selon un nouveau partage entre ce qui est « acceptable » et ce qu'il ne l'est pas (Markovits, Silverstein 1988 ; Lull, Hinerman, 1997), ils doivent s'exposer aux griefs de l'« opinion publique », lesquels peuvent s'exprimer à travers les sanctions du vote.

La fonction normative dont il est ici question est celle de la surveillance critique et de la responsabilisation des élites, fonction mise en avant par de nombreux auteurs (Gurevitch, Blumler, 1990 ; Schudson, 1995 ; Randall, 1998 ; Scammel, Semetko, 2000). Il y aurait, dans le cadre de l'Amérique latine, quelques preuves d'une contribution effective des médias au changement institutionnel durant la phase dite de « consolidation » de la démocratie. Certains travaux – comme ceux de Sheila Coronel (2010) – montrent que les médias ont participé à la construction de cette culture de la responsabilité, en particulier à travers des reportages d'investigation sur la corruption, la violation des droits de l'homme et autre forme de malversation.

La troisième fonction normative mobilisée par les auteurs dans l'analyse des médias en contexte de « démocratisation » concerne l'éducation et la socialisation des publics. De ce point de vue, les médias doivent servir d'agents mobilisateurs chargés d'encourager l'apprentissage du public et sa participation au processus politique en légitimant les concepts de démocratie, de règle de droit et de constitutionnalisme (Jakubowicz, Sükösd, 2008). Il est attendu qu'ils fonctionnent comme un « éducateur collectif » (Ansah, 1991), qu'ils contribuent à la formation culturelle et intellectuelle des populations et qu'ils participent de la sorte au développement de la conscience citoyenne des individus (Dahlgren, 2003 ; Gurevitch, Blumler, 1990). Dans ce cadre, la démocratie est conçue comme un ensemble de « valeurs, d'habitudes et croyances » (Dahl, 1989), une culture que les médias doivent diffuser et enraciner. Ce thème a été décliné en science politique autour des concepts de « culture civique » et de « culture politique ». Ils sont mobilisés pour rappeler que la seule dimension institutionnelle ne suffit pas à établir une démocratie, ou à en mesurer le bon fonctionnement. En effet, il importe que les individus se mobilisent, qu'ils s'intéressent aux affaires publiques et qu'ils manifestent une volonté de participer à la vie politique (Almond, Verba, 1963). La transitologie telle qu'elle s'est développée à partir des années 80 a davantage insisté sur l'assimilation de nouvelles règles démocratiques faisant l'objet d'un consensus social que sur le développement d'une telle culture. Dans un cas comme dans l'autre, cette culture ou l'assimilation des nouvelles règles seraient au fondement de la « responsabilité sociale » (« *social accountability* ») en démocratie, concept érigé au statut de norme dans les années 2000 par la Banque mondiale. Ses relations fonctionnelles avec les responsabilités politique et médiatique permettraient d'appréhender l'économie générale de la « démocratisation » à travers un rapport systémique entre les trois domaines du politique, du civique et du médiatique (Veltmer, 2010). Si les citoyens ne s'intéressent pas aux affaires publiques, alors la responsabilisation des élites aura moins de chance de se produire et, de même, la responsabilité des médias engagée dans la surveillance des gouvernants risque d'être vaine.

Résistances et inachèvements

À partir de ces trois fonctions normatives, l'évolution du changement de régime peut être décrite et évaluée. Il s'agit d'estimer, du point de vue de la réforme des médias, ce qui, tant au niveau contextuel que structurel, freine ou entrave le passage

d'un régime autocratique à un État de droit démocratique. Trois résistances-types sont mises en avant pour rendre compte et expliquer l'inachèvement ou le dévoiement de la transition.

D'abord, pendant cette phase, le rapport entre le gouvernement et les médias reste hautement ambivalent. Cette ambivalence est conditionnée par l'héritage de l'ancien régime et par les opportunités stratégiques liées aux contextes de réforme des médias. Elle se concrétise dans le maintien ou l'évolution des formes de clientélisme, notamment à travers les modes de désignation des directeurs d'organes de presse, les affinités économiques et politiques entre représentants de partis d'une part, et les propriétaires d'industries médiatiques ou les journalistes d'autre part. À strictement parler, ces inadéquations de fait des pratiques aux normes de la démocratie ne sont pas caractéristiques des pays en transition (Gunther, Mughan, 2000 ; Volmert, 2013). Au-delà du seul domaine des médias, il existe différentes formes de particularismes institués (O'Donnell, 1996) dans les démocraties considérées comme « matures ». Le clientélisme dans le changement et la stabilisation de régime revêt pourtant une saillance particulière. Les ruptures avec le particularisme hérité de l'ancien régime sont analysées à partir d'indicateurs de l'acheminement vers un État de droit démocratique, et cela dans une période caractérisée par les injonctions à la réforme et la mise en œuvre de dispositifs de moralisation des pratiques (déontologies, organismes de régulation, comités de surveillance, etc.). Ainsi le clientélisme peut-il être jugé symptomatique du dysfonctionnement (ou de la perfectibilité) de la démocratie dans un cas, lorsqu'il est l'indice d'un inachèvement ou de résistances structurelles dans le cas de la « transition démocratique ».

La deuxième résistance, régulièrement pointée par ces recherches, concerne les effets de la commercialisation et de la privatisation des médias. La libéralisation du secteur peut être considérée comme une redistribution positive des règles du jeu médiatique. Dès lors que les monopoles d'État ont perdu leur exclusivité, cette redistribution permettrait à de nouveaux acteurs d'entrer en concurrence et de construire une alternative incarnée par le secteur privé. C'est en ce sens que l'Union européenne et l'Organisation mondiale du commerce incitent à la privatisation des médias « pour limiter l'héritage de l'interférence d'État et l'autocratie [et] exercent des pressions sur les nouvelles démocraties pour adopter le modèle libéral de communication publique » (Vltmer, 2008 : 25). Cependant, et pour ce qui concerne la réforme des médias dans les transitions en Europe de l'Est dans les années 90, les études sont plus pessimistes. Avec la privatisation du secteur médiatique, le contrôle des marchés se serait substitué au contrôle idéologique de l'ancien régime (Sparks, Reading, 1998 ; Lauk, 2008 ; Balcytiene, 2009). D'une manière plus générale, la commercialisation des médias est critiquée au regard de ses conséquences sur le type d'informations diffusées. L'étude comparative dirigée par Richard Gunther et Anthony Mughan (*Democracy and the media*, 2000), menée sur dix pays, montre que l'introduction de logiques marchandes dans le secteur des médias entraîne une dépolitisation de l'information. Selon ces derniers, « les

diffuseurs du secteur privé fournissent moins d'information politique pertinente dans leurs nouveaux programmes que ne le font leurs concurrents du secteur public » (Gunther; Mughan, 2000 : 434). De ce point de vue, il est estimé que les logiques de commercialisation et les formes d'information qui en découlent ne permettent pas d'aménager les conditions d'une « bonne » socialisation des publics. Ces logiques conduiraient à produire un public de consommateurs apolitisés, et non un public de réels citoyens.

La troisième forme de résistance qui freine ou dévoie la transition est liée à la persistance de pratiques journalistiques héritées de l'ancien régime dans les institutions médiatiques nouvellement réformées (Voltmer; Rowsley, 2009). Ainsi les dispositifs de contrôle de l'information comme les polices professionnelles au sein des rédactions ont-ils conditionné les modes de production de l'information et façonné les habitudes des journalistes. En Tunisie par exemple, sous le régime de Zine el-Abidine Ben Ali, les directives sur les contenus et la production d'information clés en mains de l'agence Tunis Afrique Presse (TAP) dispensaient les journalistes de mener des investigations et des enquêtes. Ceci a contribué à ordonner les pratiques essentiellement sous la forme d'un journalisme de *desk*. Des tentatives de réforme de la profession viseront précisément à rompre avec ces habitudes en incitant les journalistes à pratiquer d'avantage l'investigation. Plus généralement, dans la phase transitionnelle, l'ensemble du champ journalistique est en crise, une crise consécutive à la perte de légitimité des anciennes normes et pratiques professionnelles. Il importe de déterminer comment les journalistes comprennent leur nouveau rôle dans la société et comment, dans la concurrence pour re-légitimer le secteur, ils rétablissent un sens à leur identité professionnelle (Voltmer 2006 ; Voltmer, 2013).

Appréhender les médias dans les « transitions démocratiques » en procédant selon la mesure de l'écart entre ce qui est et ce qui devrait être, au moyen des fonctions normatives que doivent remplir ces médias, permet de décrire et d'interpréter des mécanismes de dévoiement ou d'accomplissement du changement de régime. Dans ce cas, il s'agit de dénoncer l'inadéquation entre l'évolution des institutions et un modèle politique fondé en droit ou en raison. Procéder de la sorte est cependant sujet à caution. Le risque est grand de naturaliser un modèle politique qui, considéré dans sa forme et son institutionnalisation, dépend pourtant de contingences et de complexité sociohistoriques dont la reproductibilité terme à terme dans d'autres contextes n'est ni souhaitable, ni probable. L'analyse des médias selon les fonctions normatives tend également, selon une perspective relevant d'une forme d'« ethnologie coloniale », à se focaliser sur des manquements ou des défauts, sur ce que les médias *ne produisent pas* dans la dynamique du changement de régime. Ainsi l'analyse normative contribue-t-elle à oblitérer les singularités des changements, des singularités qu'il importe pourtant de décrire finement. De manière plus générale, l'évaluation du rôle des médias selon des fonctions normatives reste attachée à un modèle politique qui est appréhendé comme le

terme d'une évolution, comme si les mobilisations qui font advenir le nouveau régime étaient orientées vers une même finalité : la démocratie. Or, les transitions démocratiques sont des conjonctures historiques singularisées par l'incertitude de leur évolution et de leur finalité (Banegas, 1993).

Analytique et méthodologie pour l'étude des médias en contexte transitionnel

Nombreux sont les travaux qui, dans ce domaine de recherche, ont cherché à déterminer si les médias sont des causes du changement de régime ou, à l'inverse, si leur réforme et leur fonctionnement selon des principes démocratiques sont une conséquence de la mise en place du nouveau régime (Jebril, Stetka, Loveless, 2013). Dans la littérature, il n'existe pas de conclusion définitive qui permettrait de déterminer si les médias conduisent ou suivent ce changement. Cependant, cette question tend à perdre de sa pertinence si l'on tente d'y répondre en cherchant des rapports de causalités linéaires entre institutions et catégories d'acteurs. Il importe d'adopter une posture de recherche plus systémique qui se focalise sur l'interdépendance entre les secteurs médiatiques et les autres secteurs en train de se réformer dans un contexte transitionnel.

Penser l'héritage de l'ancien régime et la reproduction des particularismes

Les travaux de Katrin Voltmer consacrés aux médias dans les pays en transition ont exploré cette voie. L'auteur s'inscrit dans la continuité des travaux de Daniel C. Hallin et Paolo Mancini (2004) consacrés à la modélisation des systèmes médiatiques contemporains et à leur comparaison. Ainsi ces derniers ont-ils identifié, dans le contexte de l'Europe du Nord, de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord, quatre dimensions cardinales des systèmes médiatiques : le développement du marché des médias, le parallélisme politique (les rapports affinitaires entre partis politiques et journalistes), le développement du professionnalisme journalistique, la nature et le degré d'interventionnisme d'État dans les médias. Dans son ouvrage *The media in transitional democracies*, Katrin Voltmer (2013) a repris ces quatre dimensions, mais comme un découpage analytique appliqué aux transitions. À travers l'exploration de chacune de ces dimensions, l'auteure analyse dans quelle mesure les modes de contrôle et d'instrumentalisation des médias sous l'ancien régime ont conditionné l'évolution du secteur. À rebours des perspectives téléologiques, le travail de Katrin Voltmer consiste à interpréter les singularités des médias dans les pays ayant connu une transition à l'aune des héritages structurants du passé.

Dans le cas des dictatures militaires en Amérique latine, le contrôle des médias (violence envers les journalistes, censure, etc.) était justifié par l'impératif de « protéger » les pays concernés du communisme et du chaos auquel il était associé. La censure visait à empêcher les voix d'opposition de s'exprimer dans l'espace public, l'objectif étant « la dépolitisation de la population plutôt que sa mobilisation » (Volmer, 2013 : 122). Ce contrôle aurait incité les acteurs des médias à éviter de traiter les sujets sensibles et à développer des contenus de divertissement (notamment par l'importation de produits des industries culturelles étatsuniens). Parallèlement, ces régimes ont promu une économie de marché libre et la privatisation des médias. Les industries médiatiques ont été utilisées pour stimuler les économies nationales, les politiques de l'ancien régime ont ainsi contribué à créer de puissants conglomerats. Ces modes de contrôle, ces choix politiques et ces stratégies économiques auraient réduit la capacité des médias à jouer un rôle dans la « démocratisation » du pays, notamment parce que « la programmation télévisuelle demeure dominée par un *entertainment* bon marché, tandis que l'information politique a une existence plutôt marginale » (*ibid.* : 123).

L'analyse de certaines transitions en Asie de l'Est que propose Katrin Voltmer aboutit à des conclusions similaires, bien que les voies du changement de régime aient été différentes. En Corée du Sud et à Taiwan, les médias ont été utilisés pour propager les politiques de développement du gouvernement. Leur complaisance vis-à-vis de ces politiques était récompensée par des allègements d'impôts ou l'attribution exclusive de ressources publicitaires. En tant qu'industrie, ils faisaient partie du projet de modernisation économique du pays. Dans le but de les protéger de leurs concurrents, le gouvernement a favorisé la constitution d'oligopoles. Et, de fait, « les structures oligopolistiques héritées continuent de poser d'importants obstacles au pluralisme dans le nouveau marché des idées » (*ibid.* : 126) dans la mesure où les nouveaux entrants sont désavantagés et ont peu de chance de survie.

Les travaux de Katrin Voltmer permettent de retracer les rapports de causalité entre, d'une part, les modes de contrôle et d'instrumentalisation des médias sous l'ancien régime et, d'autre part, l'organisation économique et politique des institutions médiatiques dans les jeunes démocraties. En se focalisant sur les contrôles et les censures structurelles, l'auteure montre que ces nouvelles démocraties, comme les anciennes, restent inachevées (ou perfectibles) au regard d'un modèle idéal. Il y a là un changement de perspective qui doit être retenu pour l'investigation dans ce domaine. En ce cas, penser les médias dans l'émergence d'une démocratie consiste à analyser les logiques selon lesquelles des particularismes hérités de l'ancien régime évoluent, se stabilisent et s'institutionnalisent dans les pratiques. L'enjeu heuristique n'est plus tant d'appréhender ce que les médias ne produisent pas, conformément aux perspectives téléologiques précédemment décrites, que ce qu'ils contribuent à reproduire en terme de domination.

Restructuration du secteur médiatique en contexte transitionnel

Les « transitions démocratiques » sont singularisées par une désorganisation qui plonge le secteur médiatique dans un état de crise. En somme, considérer les médias dans le passage d'un régime autocratique à un État de droit consiste à prendre pour objet d'analyse la restructuration du secteur, notamment à la lumière des dispositifs et des processus de sa re-légitimation. Il importe donc d'être en mesure de distinguer l'influence des contextes de crise qui, par exemple, touchent le domaine du journalisme ou certaines industries culturelles, de ceux qui relèvent en propre de la transition.

Les transitions sont caractérisées comme des situations de crise généralisée dans la mesure où sont affectés l'ensemble des rapports sociopolitiques et tous les secteurs de la vie en société. Ce type de « crise multisectorielle » (Dobry, 1986) se traduit par une « transformation conjoncturelle des rapports entre secteurs ou champ sociaux » (Banegas, 1993 : 110). Contrairement aux fonctionnements sociaux stabilisés où « les secteurs sociaux sont à la fois dans des relations d'autonomie et d'interdépendance, où leurs logiques s'imposent de façon routinière aux acteurs ; où l'objectivation des rapports sociaux et la stabilité sociale sont assurées notamment par des reconnaissances réciproques, des réseaux d'interaction consolidés entre secteurs » (*ibid.* : 111), dans les contextes transitionnels, les relations hiérarchisées entre ces secteurs sont soit suspendues, soit défaites, et une lutte stratégique s'engage entre acteurs pour leur redistribution et leur reconfiguration. Typiquement, le secteur des médias dans ce contexte n'est plus subordonné à celui du politique (du moins cette subordination est-elle suspendue pour un temps). Les relations routinières entre journalistes et hommes politiques, jusque-là structurées par les relations de dépendance des premiers aux seconds, se défont et perdent leur légitimité. Avec la désectorialisation s'efface également « la représentation objectivée des rôles, des positions, des institutions et des domaines d'activité spécialisés qui fondaient une certaine réalité sociale » (*ibid.* : 112). L'effacement de la représentation objectivée a pour conséquence une perte ou une instabilité du sens conféré aux pratiques instituées. Celle-ci se traduit dans le domaine du journalisme où, ainsi que l'a avancé Katrin Voltmer (2013), les journalistes sont amenés à rétablir un sens à leur identité professionnelle et à déterminer leur nouveau rôle en société. Cette perte du sens, consécutive à la désectorialisation, se traduit par des « compétitions symboliques pour la définition de la réalité » (Banegas, 1993 : 114) à l'intérieur du secteur et entre secteurs. La restructuration du champ médiatique *via* les luttes tactiques pour imposer une définition légitime des enjeux professionnels se produit dans une situation où les rapports de dépendance entre les acteurs se réalisent à une autre échelle. En effet, les transitions démocratiques sont caractérisées par le « passage d'une forme routinisée d'interdépendance à l'intérieur d'un secteur particulier à une forme d'interdépendance élargie qui "tend à confronter directement des lignes d'action et des ressources jusque-là cloisonnées et à déterminer leur valeur, leur efficacité

dans cette confrontation" » (Banegas, 1993 : 113). Autrement dit, les conflits autour de la définition légitime des enjeux ne sont pas circonscrits au seul secteur des médias, mais mettent aux prises les acteurs d'autres secteurs en crise de légitimité, ce qui constitue une autre singularité de l'évolution du secteur médiatique dans un contexte transitionnel.

Ainsi le réagencement du secteur médiatique dans ce type de période doit-il être appréhendé comme l'une des conséquences de la crise multisectorielle qui caractérise les transitions. Elle se produit alors que d'autres secteurs du monde social se reconfigurent dans un contexte marqué par la redistribution et la redéfinition des relations trans-sectorielles. La transition est singularisée par une incertitude structurelle sous laquelle les questions de la légitimité et du sens des pratiques se posent dans tous les secteurs. Et cette incertitude détermine les spécificités du jeu tactique entre acteurs du monde social.

La resectorialisation dans la phase transitionnelle, et dans celle dite de « consolidation », est attenante à la confrontation de nouvelles légitimités. Parmi celles-ci, le rapport et la distanciation avec les membres de l'ancien régime revêtent une saillance particulière. En effet, la rupture avec le régime précédent distingue les collaborationnistes des résistants (et des non-collaborationnistes) et, à une autre échelle, les bourreaux des victimes. Elle distingue ceux qui ont obéi silencieusement ou qui ont été actifs dans le système de répression et de contrôle et ceux qui ont été ostracisés ou opprimés. Ce partage est central dans l'économie symbolique du réagencement des secteurs sociaux. Les acteurs de chaque secteur sont dans l'obligation de se positionner vis-à-vis de ce dernier. Ce clivage peut permettre de bloquer l'accès des membres de l'ancien régime ou de personnes qui lui sont affilié à des positions stratégiques, voire d'épurer des secteurs entiers de leur présence. De la sorte, il entre directement dans le jeu tactique et la polarisation de la vie politique qui caractérisent le contexte transitionnel, mais il contrarie également la refonte du contrat social dans la mesure où les dispositifs d'exclusion des anciennes gardes clivent l'universalisme dont, en droit, procède la démocratie.

Ce clivage se retrouve aussi bien dans les rédactions des industries de presse que dans les affinités partisans qui se nouent entre journalistes et partis politiques. Ce rapport avec les membres de l'ancien régime et ses collaborateurs (passifs ou actifs) pose la question de la lustration, des rituels de purification du passé, notamment dans le cadre de ce qu'il est désormais d'usage d'appeler la « justice transitionnelle » (Andrieu, 2012 ; Teitel, 2014). Il importe donc de considérer avec une attention toute particulière de quelle manière le rapport avec l'ancien régime est géré dans la phase transitionnelle, comment il est utilisé dans le réagencement du secteur médiatique, et dans quelle mesure les choix politiques de mise en place de rituels de lustration vont permettre de légitimer ou non le retour des anciennes élites politiques et médiatiques. La légitimation de ce retour se joue également à un autre niveau. Dans la période de transition, et au regard du désordre lié à l'état de crise, la gestion du pays exige d'avoir à sa tête des hommes possédant les

compétences techniques pour gouverner. Or, les anciennes élites, grâce à l'exercice du pouvoir sous l'ancien régime, peuvent prétendre avoir de telles compétences et revendiquer cette légitimité pour revenir aux affaires publiques. Ce conflit entre deux légitimités a été observé en Tunisie après le mandat du parti islamique Ennahdha, critiqué pour son incapacité à diriger le pays, faute d'expérience. Lors de la campagne présidentielle de la fin de l'année 2014, plusieurs anciens membres du parti de Zine el-Abidine Ben Ali, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), ont intégré d'autres forces politiques (Lafrance, 2014). Cette intégration a pu être justifiée du fait de leurs « compétences » dans l'exercice technique du pouvoir même si, de fait, ces anciennes élites ne sont pas compétentes dans l'exercice du pouvoir selon les nouvelles règles démocratiques.

Ces rapports de conflit caractérisant le jeu tactique dans les transitions démocratiques, ces luttes stratégiques pour l'obtention de positions sociales favorables, ne visent pas originellement l'établissement d'une démocratie. Celle-ci « est recherchée pour d'autres fins, elle émerge comme un sous-produit du conflit, de la lutte » (Rustow in : Banegas, 1993 : 107). Le passage à un État de droit résulte de la perception qu'ont les acteurs des bénéfices potentiels liés à la mise en place de nouvelles règles du jeu et de principes de régulation entre secteurs. Cet aménagement permet de maîtriser les coûts du conflit, de dépasser ses inerties et ses blocages et de mettre en place de nouvelles arènes où la concurrence qui se joue est perçue par un plus grand nombre d'acteurs comme un moyen d'optimiser leurs chances d'acquiescer un meilleur positionnement social. Et c'est en ce sens que Michel Dobry (2000 : 612) affirme que l'« on aurait tort de rapporter la formation d'une entente entre élites "stratégiques" d'une société en transition à quelque [...] précondition ou nécessité d'un *consensus* sur les valeurs, en particulier celles de la démocratie. Les appuis mutuels que peuvent se donner ces élites, ainsi que la stabilité de leurs *collusions*, peuvent fort bien avoir d'autres ressorts sociaux, à commencer par la découverte de la convergence d'intérêts hétérogènes ».

Conclusion

Appréhender ainsi la transition et la restructuration du secteur médiatique permet d'éviter les travers téléologiques et ethnocentriques liés à l'évaluation des médias dans le changement de régime à partir de fonctions normatives. Ces fonctions – pluralisme et réagencement du conflit, surveillance critique et responsabilisation des élites, socialisation des publics – ne peuvent être considérées comme les éléments d'un modèle qui guiderait le choix des acteurs et qu'il faudrait nécessairement imiter et reproduire. Il s'agit plutôt de types de fonctionnements normés qui, lorsqu'ils sont retenus et institutionnalisés, permettent aux acteurs du secteur médiatique de mettre en place les conditions de leur autonomie et de la (re)légitimation de leurs pratiques. Cette perspective permet d'éviter les postures intellectuelles identifiant dans le développement des régimes démocratiques l'œuvre d'une dialectique

historique dont le terme nécessaire serait la démocratie. Considérer l'état de crise et d'incertitude des transitions, les spécificités de l'économie symbolique à travers laquelle les différents secteurs sociaux sont restructurés, permet également de porter l'analyse davantage sur les logiques et les dynamiques de la réforme des médias en contexte transitionnel que sur la participation, ou les effets, de ces médias dans le changement de régime. La question des « effets » est d'une extrême complexité dès lors que sont prises en compte les dynamiques pluricausales du changement de régime. Et les études empiriques dans ce domaine sont souvent défailtantes (Schoemaker, Stremmler, 2014). Dans ce vaste champ de recherche qu'est l'étude des médias dans les « démocratisations », privilégier l'analyse de la réforme des médias à celle de leur participation au changement relève d'un autre engagement. Les travaux ou expertises sur les rôles et les effets des médias sont très souvent liés à des politiques de réforme ; à l'inverse, l'analyse de ces réformes et de leurs contextes permet d'adopter une posture plus réflexive et plus critique sur la mise en place de ces politiques.

Références

- Almond G., Verba S., 1963, *The Civic culture. Political attitudes and democracy in five nations*, Princeton, Princeton University Press.
- Ansah, P., 1991, « Blueprint for freedom », *Index on censorship*, 20, pp. 3-8.
- Andrieu K., 2012, *La Justice transitionnelle*, Paris, Gallimard.
- Balcytiene A., 2009, « Market-Led Reforms as Incentives for Media Change, Development and Diversification in the Baltic States : A Small Country Approach », *International Communication Gazette*, 71, pp. 39-49.
- Banegas R., 1993, « Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique », *Culture et conflits*, 12, pp. 105-140.
- Bayart J.-F., 1991, « La problématique de la démocratie en Afrique noire », *Politique africaine*, pp. 5-20.
- Berman E., 2007, « Democratizing the Media », *Florida State University Law Review*, 35, pp. 817-892.
- Carothers T., 2002, « The End of the Transition Paradigm », *Journal of Democracy*, 13, pp. 5-21.
- Coronel S.S., 2010, « Corruption and the Watchdog Role of News Media », pp. 111-136, in : Norris P., eds, *Public sentinel, news media and governance reform*, Washington, World Bank.
- Dahl R. A., 1989, *Democracy and its Critics*, Yale, Yale University Press.
- Dahlgren P., 2003, « Reconfiguring Civic Culture in the New Media Milieu », pp. 151-170, in : Corner J., Pels D., eds, *Media and political style. Essays on representation and civic culture*, Londres, Sage.
- Dobry M., 1986, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

- 2000, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de *path dependence* », *Revue française de science politique*, 50, pp. 585-614.
- Dufy C., Thiriot C., 2013, « Les apories de la transitologie : quelques pistes de recherche à la lumière d'exemples africains et post-soviétiques », *Revue internationale de politique comparée*, 20, pp. 19-40.
- Gauchet M., 2006, « Contre-pouvoir, méta-pouvoir, anti-pouvoir », *Le Débat*, 138, pp. 17-29.
- Guilhot N., 1995, « La science politique et la transition démocratique à l'est », *Futur antérieur*, 27. Accès : <http://www.multitudes.net/La-science-politique-et-la/>. Consulté le 19/10/15.
- Guilhot N., Schmitter P. C., 2000, « De la transition à la consolidation, une lecture rétrospective des *democratization studies* », *Revue française de science politique*, 4-5, pp. 615-632.
- Gunther R., Mughan A., 2000, *Democracy and the media. A comparative perspective*, New York, Cambridge University press.
- Gurevitch, M., Blumler J. G., 1990, « Political Communication Systems and Democratic Values », pp. 269-289, in : Lichtenberg J., eds, *Democracy and the mass media*, Cambridge University Press.
- Hallin D. C., Mancini P., 2004, *Comparing media systems*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Heydemann S., 2002, « La question de la démocratie dans le monde arabe », *Critique internationale*, 4, pp. 54-62.
- Hozic A. A., 2008, « Democratizing Media, Welcoming Big Brother : Media in Bosnia and Herzegovina », pp. 145-164, in : Jakubowicz K., Sükösd M., dirs, *Finding the right place on the map. Central and eastern European media change in a global perspective*, Bristol, Intellect.
- Huntington S., 1991, « Democracy's Third Wave », *Journal of democracy*, 2, pp. 12-34.
- Jakubowicz K., Sükösd M., 2008, « Twelve Concepts Regarding Media System Evolution and Democratization in Post-Communist Societies », pp. 9-40, in : Jakubowicz K., Sükösd M., dirs, *Finding the right place on the map. Central and eastern European media change in a global perspective*, Bristol, Intellect.
- Jebri N., Stetka V., Loveless M., 2013, *Media and democratisation : What is known about the role of mass media in transition to democracy*, Oxford, Reuters institute for the study of journalism. Accès : <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/Media%20and%20Democratisation.pdf>. Consulté le 19/10/15.
- Lafrance C., 2014, « En Tunisie, le retour de l'ancien régime », *L'Écho du samedi*, 22 nov., pp. 5-6.
- Lauk E., 2008, « How Will it all Anfold ? Media Systems and Journalism Cultures in Post-Communist Countries », pp. 193-212, in : Jakubowicz K., Sükösd M., dirs, *Finding the right place on the map. Central and eastern European media change in a global perspective*, Bristol, Intellect.
- Linz J. J., Stephan A., 1996, *Problems of democratic transition and consolidation*, Baltimore, Johns Hopkins University press.

- Lull J., Hinerman S., 1997, « The Search for Scandal », pp. 1-33, in : Lull J., Hinerman S., eds, *Media scandals. Morality and desire in the popular culture marketplace*, New York, Columbia University Press.
- Markovits A., Silverstein M., eds, 1988, *The politics of scandal. Power and process in liberal democracies*, New York, Holmes & Meier.
- Norris P., 2006, « The Role of the Free Press in Promoting Democratization, Good Governance, and Human Development », paper for the Midwest Political Science Association annual meeting, Chicago.
- O'Donnell G., 1996, « Illusions about consolidation », *Journal of Democracy*, 2, vol. 7, pp. 34-51.
- 1998, « Horizontal Accountability in New Democracies », *Journal of Democracy*, 9, pp. 112-126.
- O'Donnell G., Schmitter P. C., Whitehead L., eds, 1986, *Transitions from authoritarian rule. Comparative perspective*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- Price M. E., Al-Marashi I., Stremlau N. A., 2009, « Media in Peace-Building Process : Ethiopia and Iraq », pp. 221-242, in : Norris P., ed., *Public sentinel, news media and governance reform*, Washington, World Bank.
- Price M. E., Rozumilowicz B., Verhulst S. G., eds, 2002, *Media reform. Democratizing the media, democratizing the state*, Londres, Routledge.
- Randall V., ed., 1998, *Democratization and the media*, Londres, F. Cass.
- Scammell M., Semetko H. A., eds, 2000, *The media, journalism and democracy*, Aldershot, Ashgate.
- Schoemaker E., Stremlau N., 2014, « Media and Conflict : an Assessment of the Evidence », *Progress in Development Studies*, 14, pp. 181-195.
- Schudson M., 1995, *The power of the news*, Harvard, Harvard University Press.
- Shin D. C., 1994, « On the Third Wave of Democratization : A Synthesis and Evolution Recent Theory and Research », *World Politics*, 47, pp. 135-170.
- Sükösd, M., 1997, « Media and Democratic Transition in Hungary », *Oxford International Review*, 13, pp. 11-21.
- Sparks C., Reading A., 1998, *Communism, capitalism and the mass media*, Londres, Sage.
- Teitel R., 2014, « Généalogie de la justice transitionnelle », pp. 35-46, in : Andrieu K., Lauvau G., dirs, *Quelle justice pour les peuples en transition ?*, Paris, Gallimard.
- Voltmer K., ed., 2006, *Mass media and political communication in new democracies*, New-York, Routledge.
- 2008, « Comparing Media Systems in New Democracies : East Meets South Meets West », *Central European Journal of Communication*, 1, pp. 23-40.
- 2010, « The Media, Government Accountability, and Citizen Engagement », pp. 137-159, in : Norris P., ed., *Public sentinel, news media and governance reform*, Washington, World Bank.
- 2013, *The media in transitional democracies*, Cambridge, Polity press.
- Voltmer K., Rowsley G., 2009, « The Media », pp. 234-248, in : Haerpfer C. W., Bernhagen P., Inglehart R. F., Welzel C., eds, *Democratization*, Oxford University Press.